

# DOSSIER

d'engagements

PRENONS  
le **PARTI**  
de la   
**SOLIDARITÉ**

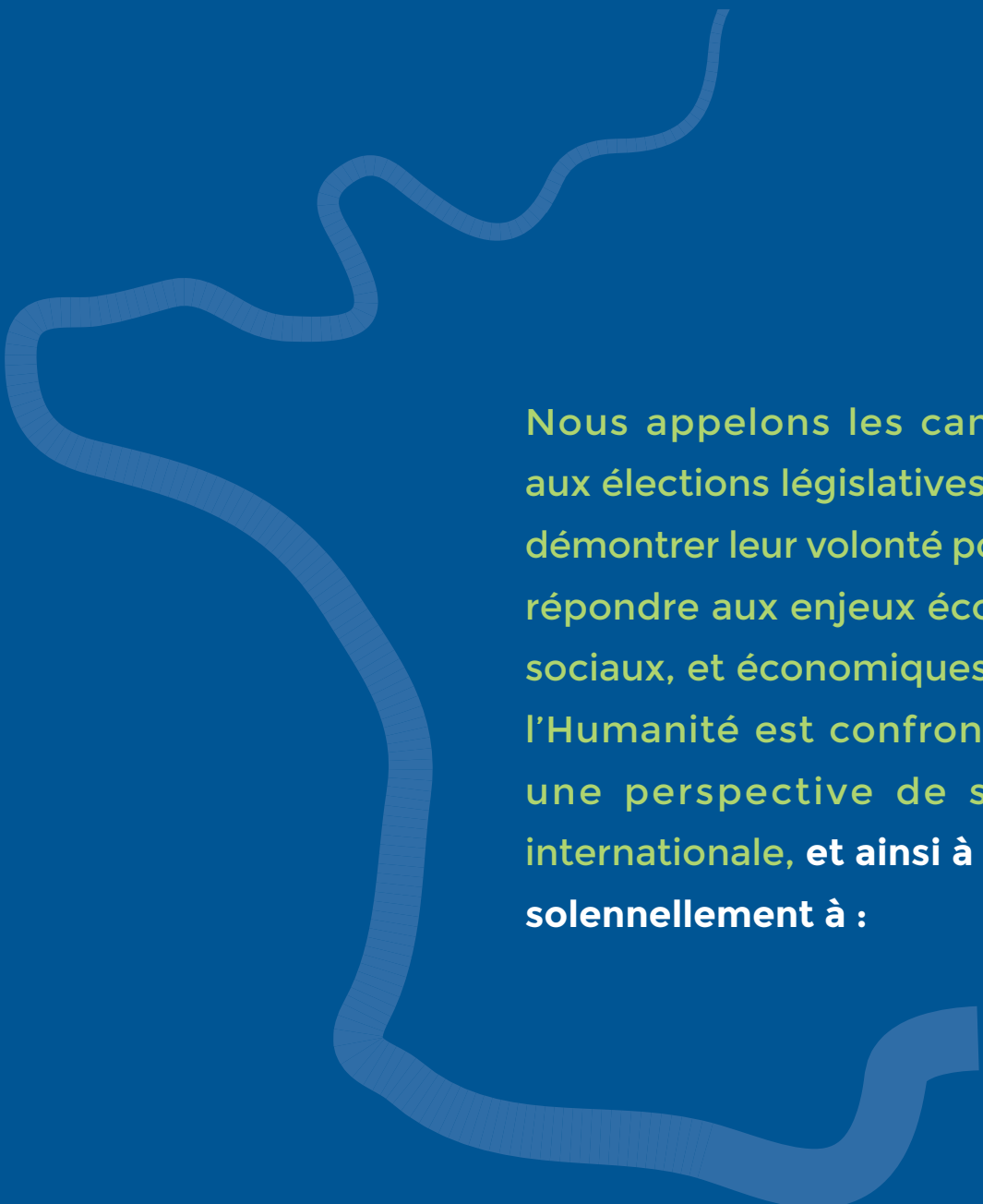


# Propositions

pour une **France solidaire**  
dans le monde en 2017

**act:onaid**  
pour des peuples solidaires






Nous appelons les candidat·e·s  
aux élections législatives de 2017 à  
démontrer leur volonté politique de  
répondre aux enjeux écologiques,  
sociaux, et économiques auxquels  
l'Humanité est confrontée, dans  
une perspective de solidarité  
internationale, et ainsi à s'engager  
solennellement à :

## PROPOSITION

1



Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>-Mettre en place la taxation différentielle permettant de soumettre chaque citoyen français aux impôts français quel que soit son pays de résidence</li><li>-Obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et taxer les bénéfices des entreprises là où ils sont réalisés</li><li>-Interdire aux banques françaises toute activité dans les paradis fiscaux en retirant les licences bancaires des établissements récalcitrants</li><li>-Agir contre l'évasion fiscale au niveau international, notamment en organisant le blocus des paradis fiscaux</li><li>-Renforcer les moyens humains et techniques de l'administration fiscale et des douanes dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales</li><li>-Évaluer chacune des niches fiscales et supprimer les niches injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement</li><li>-Refonder l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif et favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes</li><li>-Mettre fin au dumping à l'intérieur de l'UE par une politique volontariste et rapide d'harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE avec inscription d'une clause de non-régression des droits sociaux</li></ul>	

## PROPOSITION

2



En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Imposer les revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifiée</li><li>Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui : tout le monde doit payer et chacun selon ses moyens réels</li><li>Instaurer un revenu maximum autorisé : 90% d'impôt pour la tranche au dessus de 20 fois le revenu médian, soit 400000 euros de revenus annuels (33000 euros par mois)</li><li>Mettre fin au quotient conjugal, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes</li><li>Évaluer chacune des niches fiscales et supprimer les niches injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement</li><li>Refonder l'impôt sur les sociétés pour établir l'égalité devant l'impôt entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif et favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes</li><li>Renforcer l'ISF</li><li>Augmenter les droits de succession sur les gros patrimoines et créer un héritage maximum pour les fortunes les plus importantes (égal au patrimoine des 0,01% les plus riches, soit 33 millions d'euros en 2012)</li><li>Réduire la TVA sur les produits de première nécessité, revenir sur les hausses récentes et réinstaurer une TVA grand luxe pour financer ces baisses</li><li>Moduler l'impôt sur les sociétés selon l'usage des bénéfices pour encourager l'investissement en France : un taux réduit pour les bénéfices réinvestis en France, un taux plein pour les bénéfices distribués aux actionnaires</li></ul>	

## PROPOSITION

3



Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

<b>JE M'ENGAGE</b> 	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> 
<p><b>Commentaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le respect des promesses faites par d'autres – mais que nous tiendrons –, de consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'Aide publique au développement (APD) au plus vite (elle n'est actuellement que de 0,37 % du RNB) ;</li><li>- l'allocation de 50 % de l'APD aux pays les moins avancés (PMA), contre 25 % aujourd'hui ;</li><li>- l'absence de conditionnalité à la régulation des flux migratoires ou de sécurité au déploiement de l'APD. Celle-ci doit être en priorité destinée à la réduction de la pauvreté, des inégalités, à l'accès à la santé et l'éducation et à l'égalité entre les femmes et les hommes ;</li><li>- la priorisation de l'APD sous forme de dons et d'aides techniques plutôt que de prêts, qui sont les instruments actuels principaux de l'aide bilatérale ;</li><li>- le renforcement du partenariat entre l'État et les ONG afin que ces dernières participent plus activement à la prise de décision des allocations des APD ;</li><li>- la transparence des allocations des APD en les rendant publiques selon les normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA)</li></ul>	

## PROPOSITION

4



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

<b>JE M'ENGAGE</b> 	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> 
<p><b>Commentaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Séparer les banques d'affaires et de détail</li><li>Contrôler les mouvements de capitaux</li><li>Instaurer une taxe réelle sur les transactions financières</li><li>Interdire les ventes de gré à gré et la titrisation, plafonner les effets de levier et les rendements actionnaires exorbitants</li><li>Identifier et interdire les produits dérivés toxiques et inutiles au financement ou à la couverture des flux économiques réels</li><li>Mettre fin à la cotation continue des entreprises en Bourse</li><li>Moduler les droits de vote des actionnaires selon la durée d'engagement dans l'entreprise en réservant le droit de vote aux actionnaires acceptant de s'engager sur une durée de présence</li><li>Augmenter la mise en réserve légale (aujourd'hui à seulement 5% des bénéfices) qui oblige l'entreprise à conserver une part de son résultat plutôt que de le distribuer entièrement en dividendes</li><li>Interdire aux entreprises de distribuer un montant de dividendes supérieur à leur bénéfice et donc d'emprunter pour distribuer des dividendes</li><li>Limiter les LBO aux seules procédures de reprise des entreprises par les salariés (Leveraged Buy Out, mécanisme financier permettant aujourd'hui à quelques actionnaires de faire main basse sur une entreprise)</li></ul>	

## PROPOSITION

5



Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b> En finir avec la Françafrique : respecter l'indépendance des États africains et la souveraineté des peuples en s'interdisant de se mêler des élections et en réprimant les corrupteurs Tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7% du revenu national brut au budget de l'aide publique au développement Relancer la politique de codéveloppement et de coopération (scientifique, universitaire, sanitaire...) avec les pays en développement, notamment en matière de lutte contre le changement climatique Adhérer à la banque de développement des BRICS et bâtir une nouvelle alliance altermondialiste avec les BRICS, ouverte à tous et fondée sur l'indépendance de chacun, la coopération et le renforcement de l'ordre international légitime de l'Onu Soutenir le projet chinois d'une monnaie commune mondiale pour libérer l'économie mondiale de la domination du dollar Appuyer la mise en œuvre d'un mécanisme de restructuration des dettes souveraines dans le cadre de l'Onu sur la base de la résolution votée en 2015 sur proposition de l'Argentine Multiplier les coopérations avec les pays émergents pour repousser les frontières de la connaissance et de l'humanité (coopération spatiale, maritime...) Instaurer une politique de codéveloppement avec l'Amérique latine et les Caraïbes en adhérant à l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique)</p>	

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b> Adopter un plan de transition énergétique avec un double axe sobriété/efficacité énergétique et transition vers les énergies renouvelables</p> <p>Développer l'ensemble des énergies renouvelables Sortir des énergies carbonées en commençant par l'arrêt des subventions aux énergies fossiles et de toute exploration de gaz et pétrole de schiste et de houille Stopper la privatisation des barrages hydroélectriques Sortir du nucléaire</p> <p>Fermer immédiatement Fessenheim en garantissant l'emploi des salariés et leur formation pour en faire un site pilote du démantèlement Abandonner l'opération du grand carénage visant à prolonger la vie des centrales nucléaires au-delà de quarante ans Abandonner les projets d'EPR (Flamanville et Hinkley Point) et d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure Rendre publique les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis soixante ans et informer sur les dangers sanitaires avérés et/ou éventuels Créer un pôle public de l'énergie pour mener une politique cohérente, en renationalisant EDF et Engie (ex-GDF) en lien avec des coopératives locales de production et de consommation d'énergies renouvelables et en favorisant l'autoproduction et le partage des excédents</p>	

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> - L'abandon des objectifs d'intégration d'agrocarburants et des mesures d'incitation. A terme interdire les agrocarburants qui entrent en compétition avec les usages alimentaires, sauf pour l'autonomie de la ferme elle-même. - Au niveau international, notre projet est de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, à la protection et au développement des paysanneries et à la transition écologique de l'agriculture et des systèmes alimentaires. Il implique d'affirmer le principe de souveraineté alimentaire des paysans, des États et des régions et de cesser d'utiliser le soutien que nous apportons à notre propre agriculture pour pratiquer du dumping sur les marchés mondiaux, de réguler les marchés agricoles et les marchés fonciers et d'orienter notre politique de coopération en fonction de ces objectifs. Notre projet vise notamment à contribuer à permettre aux paysanneries du Sud de ne pas avoir à fuir leurs territoires et leurs pays.</p>	

## PROPOSITION

8



Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> Agir contre le dérèglement climatique par des transferts de technologies et l'aide financière et matérielle à la transition dans les pays les plus vulnérables</p>	

## PROPOSITION

9



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Refuser les OGM, bannir les pesticides nuisibles en commençant par une interdiction immédiate des plus dangereux (glyphosate, néonicotinoïdes, etc.)</li><li>- Gérer durablement l'eau, bien commun essentiel à toute forme de vie (Interdire les coupures d'eau dans les ménages) : lancer des programmes de dépollution des cours d'eau et océans, favoriser la création de régies publiques de l'eau au niveau local pour une gestion démocratique</li><li>- Sanctuariser le foncier agricole et naturel et lutter contre l'artificialisation des sols</li><li>- Construire une alliance stratégique avec les pays engagés dans la défense de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne et promouvoir des accords de solidarité et de coopération respectueux du droit à la souveraineté alimentaire.</li><li>- Interdire aux entreprises opérant en territoire français d'être liées à des processus d'accaparement de terres et de déforestation dans le monde.</li></ul>	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b></p> <p>Garantir l'accès à la Terre et rémunérer correctement les producteurs sont de propositions phares (voir en détail le livret agriculture paysanne et écologique sur le site La France Insoumise)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Instaurer le protectionnisme solidaire et mettre en échec des accords de libre-échange en cours de négociation : faire obstacle – au besoin par l'usage du droit de veto – à la conclusion du cycle de Doha de l'OMC, à la signature des accords de libre-échange (TAFTA avec les Etats-Unis, CETA avec le Canada et accords de partenariat économique avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) négociés par l'Europe et aux pressions exercées sur les pays du Sud pour libéraliser leurs marchés (FMI, Banque Mondiale, conditionnalités de l'aide au développement).</li><li>- Sortir des traités européens et exiger la refondation de la politique agricole commune pour en finir avec le libre-échange généralisé, la course au gigantisme et à l'agro-business, et le dumping fiscal et social à l'intérieur de l'Union européenne.</li><li>- Réforme de la FAO, organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation, pour promouvoir une organisation de l'agriculture dans le cadre des Nations-Unies afin de soutenir le développement de marchés régionaux, de freiner la spéculation financière sur les produits agricoles, de réguler les marchés mondiaux au moyen notamment de stocks régulateurs, de favoriser la relocalisation et la transition agro-écologique de l'agriculture et de combattre les processus d'accaparement de terres.</li><li>- Construire une alliance stratégique avec les pays engagés dans la défense de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne et promouvoir des accords de solidarité et de coopération respectueux du droit à la souveraineté alimentaire.<sup>31</sup></li></ul>	

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

- Respecter les migrants, régler les causes des migrations sont les fondamentaux de notre programme.
- Oeuvrer au service de la paix
  - Mettre fin aux accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers et détruisent les agricultures locales
  - Mettre en oeuvre une politique migratoire permettant de sortir de l'im-passe que constituent Schengen et Frontex
  - Rétablir un droit d'asile déconnecté des politiques migratoires et non soumis aux impératifs de gestion des flux migratoires
  - Créer une Organisation mondiale des migrations liée à l'Onu pour renforcer l'action internationale - -
  - Organiser une conférence internationale annuelle sur les migrations, sous l'égide de l'ONU, combinant les réponses d'urgence, le soutien aux pays d'accueil, la préparation du retour des réfugiés et l'anticipation des millions de réfugiés clima-tiques des décennies à venir

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :


- Assurer le devoir d'humanité de la France
- Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de famille et accompagner les mineurs isolés
- Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent, grâce à une administration adaptée à cette mission
- Mettre en oeuvre un accueil digne des migrants avec une répartition sur l'ensemble du territoire européen mettant fin aux hot spots qui sont devenus des « centres de détention »
- Agir pour la paix et mener une politique de co-développement
- Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés
- Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires
- Refuser l'accord Visa + adhésion contre migrants avec la Turquie
- Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays de départ le permet
- Arrêter les guerres par une diplomatie active et indépendante au service de la paix



## PROPOSITION

13



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Créer un crime international d'écocide (atteinte grave à l'environnement) jugé par un tribunal international de justice écologique ou dans le cadre de la Cour pénale internationale</li><li>- Créer un tribunal international de justice économique pour juger notamment les crimes financiers transnationaux (évasion fiscale internationale, spéculation, corruption)</li><li>- Soutenir l'adoption à l'Onu d'un cadre réglementaire contraignant les multinationales à respecter un socle de normes sociales et environnementales</li><li>- Faire l'inventaire et l'évaluation des accords déjà appliqués pour construire une autre politique internationale des échanges commerciaux, basée sur la coopération et inspirée de la charte de La Havane, permettant de pratiquer des politiques de protection des droits sociaux et de l'emploi</li><li>- Adopter des mesures anti-dumping d'urgence sur les industries stratégiques (acier, photovoltaïque...), augmenter immédiatement les droits de douane pour les pays aux droits sociaux limités (travail des enfants, absence de droits syndicaux), prendre des mesures de rétorsion commerciales contre les paradis fiscaux</li><li>- Imposer le respect de normes sociales et écologiques pour la commercialisation des produits importés en France</li></ul> <p>engager la responsabilité des entreprises sous-traitantes vis-à-vis des dégâts économiques, sociaux et écologiques des entreprises pour lesquelles elles travaillent.</p>	

## PROPOSITION

14



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.


JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Imposer une taxation écologique aux frontières, comparable à une taxe kilométrique progressive, prenant également en compte les modes de transport et de production (par exemple, l'usage du charbon pour l'électricité)</li><li>- Interdire l'importation des produits réalisés dans des conditions de travail inacceptables (esclavage, travail des enfants, absence de droits syndicaux, absence de droits liés à la maternité)</li><li>- Instaurer une taxation sociale aux frontières sur la base du droit social du pays exportateur (salaire minimum, droit à la retraite, etc.) en cas d'absence d'accord bilatéral comportant des exigences sociales</li><li>- Arrêter immédiatement d'appliquer la directive des travailleurs détachés en étendant à tous les travailleurs les cotisations et le salaire sur la base du droit français.</li><li>- Sortir de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et organiser le commerce international dans le cadre de la Cnuccd (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), en s'inspirant de l'esprit de la Charte de La Havane de 1948. Donner comme objectifs au commerce international de contribuer au plein-emploi, à la hausse des niveaux de vie et au développement, et cesser de considérer le libre-échange comme une fin en soi</li><li>- Promouvoir le respect des normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT)</li><li>- Refuser les traités de libre-échange : TA F TA , C E TA , TISA</li><li>- Mettre en place une taxation des importations sur les entreprises ayant délocalisé, taxation qui alimenterait un « Fonds solidaire d'aide à la relocalisation et de lutte contre les délocalisations », en remplacement du Fonds d'ajustement de la mondialisation.</li></ul>	

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE 	JE NE M'ENGAGE PAS 
<p><b>Commentaires :</b> Le projet sur l'égalité hommes-femme est basé sur 3 principes : garantir l'autonomie des femmes, affirmer le droit des femmes à disposer de leur corps et lutter avec fermeté contre le sexisme.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Étendre à toutes les entreprises l'obligation d'adopter un plan contre les inégalités de salaires et de carrière entre femmes et hommes, avec obligation de résultat.</li><li>- En cas de non-respect de ce plan, supprimer les subventions, les aides publiques et l'accès aux marchés publics, et augmenter les sanctions financières et pénales.</li><li>- Constitutionnaliser le droit à l'intégrité physique, incluant l'interdiction de marchandisation du corps humain et la garantie du droit à la contraception et à l'interruption volontaire de grossesse.</li><li>- Mettre en œuvre un plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail : formation des salarié·e·s, durcissement des sanctions à l'égard des employeur·se·s, formations des syndicats, de la médecine du travail, du personnel encadrant, des inspecteur·trices·s du travail, des représentant·e·s aux prud'hommes, de la justice, etc</li></ul> <p>Un livret thématique sur l'égalité femmes-hommes détaillent ces mesures.</p>	

<p>En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.</p>	
<p>Nom : FONTENILLE</p> <p>Prénom : ANNE</p> <p>Département :</p> <p>69</p>	<p>Date : 22/05/2017</p> <p>Signature :</p> <p>Anne Fontenille</p> <p> Signature numérique de Anne Fontenille Date : 2017.05.26 09:22:55 +02'00'</p>



**MERCI DE RETOURNER CE DOSSIER  
D'ENGAGEMENTS AVANT LE 15 MAI 2017 À :**

**CONTACT LOCAL**

Nom et prénom (référent plaidoyer local) :

.....

Adresse postale :

.....

.....

Adresse mail :

.....

Téléphone :

.....



# Propositions



pour une **France solidaire**  
dans le monde en 2017

PRENONS  
le **PARTI**  
de la   
**SOLIDARITÉ**

<http://solidarite2017.org/>

Campagne **PRENONS le PARTI de la SOLIDARITÉ**  
menée par ActionAid France-Peuples Solidaires,  
CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France  
et Secours Catholique-Caritas France.


**act:onaid**  
pour des peuples solidaires

peuples-solidaires.org  
 **Peuples-Solidaires-en-association-avec-ActionAid**  
 **PSo\_ActionAid**



oxfamfrance.org  
 **OxfamFrance**  
 **oxfamfrance**



ccfd-teresolidaire.org  
 **ccfdteresolidaire**  
 **ccfd\_tsolidaire**



secours-catholique.org  
 **Secours.Catholique.Caritas.france**  
 **caritasFrance**